



Arrêté n° 2023-036-ST

Objet : Arrêté portant permission de voirie et réglementant la circulation au profit de HDEO, intervenant pour le compte de la SAUR, pour des travaux situés rue de Préfailles

Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,

Considérant la requête en date du 20 janvier 2023, par laquelle l'entreprise HDEO demeurant 80 avenue des Noelles - ZA Bession - 44500 La Baule Escoublac, demande une autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public,
Considérant que le domaine public doit être préservé,
Considérant que la sécurité des usagers et des intervenants doit être assurée,

ARRÊTE

Article 1 : Permission de voirie

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, durant une période de 15 jours à compter du 1^{er} février 2023, et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande.
Nature des travaux : Hydrocurage de réseau souterrain, inspection télévisuelle des réseaux.

Article 2 : Prescriptions techniques

Prescriptions générales

Sauf prescriptions particulières, les réfections définitives seront à l'identique de l'existant. L'implantation des ouvrages hors sol sera cotée précisément.

Prescriptions particulières

- 1) Les affleurants ouverts seront protégés par du balisage afin de prévenir toute chute.
- 2) L'ouverture des affleurants doit se situer dans l'emprise d'un alternat sauf contrainte spécifique du réseau.

Article 3 : Réglementation de la circulation

1. Période d'intervention autorisée entre 8h30 et 16h30 pour permettre le passage des transports scolaires.
2. Travaux de maintenance du réseau réalisés sous alternat géré par feux tricolores.
3. Stationnement interdit dans l'emprise de l'alternat.
4. Vitesse limitée à 30 km/h dans l'emprise de l'alternat.
5. Les déplacements de l'alternat sur ce chantier glissant ne pourront être réalisés qu'avec tous les affleurants fermés avant déplacement de l'alternat.
6. Si les contraintes du réseau nécessitent de conserver un affleurant ouvert en dehors de la zone d'alternat, cet affleurant sera signalé et encadré par un barriérage de chantier.
7. Une protection devra être prévue pour prévenir les jets d'eau sous pression pendant les phases hydrocurage.

Article 4 : Sécurité et signalisation du chantier

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son chantier. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

Article 5 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par la Collectivité comme en matière de contributions directes

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois suivant sa publication sous forme électronique.

Article 8 : Ampliation

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer

La Plaine-sur-Mer, le 1^{er} février 2023

Par délégation du Maire,
Benoît BOULLET
Adjoint au Maire



